

Faculté de Droit de Chambéry



Conférences de vie politique comparée Session 2025

L'Université Savoie Mont Blanc et la Faculté de Droit reçoivent cette année pour le treizième cycle de Conférences de Vie Politique Comparée des chercheurs en sciences sociales et humaines dont les travaux permettent d'éclairer de grandes questions sociopolitiques contemporaines.

Ces conférences sont ouvertes à tous publics. L'entrée est libre.

Elles se tiendront le jeudi de 13h15 à 16h30, dans l'amphi A3, Campus de Jacob Bellecombette (les 06/02, 13/02, 20/02, 13/03, 10/04).

Coordination :

Frédéric Caille, maître de conférences HDR en science politique,
Université Savoie Mont Blanc

Renseignements :

Téléphone : 04.79.75.85.11

Frédéric.Caille@univ-smb.fr

Jeudi 10 avril 2025

Chloé Gaboriaux, docteure et habilitée à diriger les recherches en science politique, professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Poitiers, est une spécialiste de l'histoire des idées politiques et de la pensée républicaine. Elle nous fait l'amitié de venir présenter, sous le titre « Mesurer l'intérêt général des initiatives privées : la reconnaissance d'utilité publique des associations en France autour de 1900 », une partie son dernier ouvrage publié en 2023, appuyé sur l'étude des archives du Conseil d'État et les enjeux de la labellisation d'« utilité publique » par les autorités de la Troisième République.



En matière de services publics, les fondateurs de la Troisième République n'ont pas les moyens de leurs ambitions. Il leur faut s'appuyer sur l'initiative privée, non lucrative notamment. À travers la « reconnaissance d'utilité publique », les gouvernements et le Conseil d'Etat cherchent à orienter les ressources et les activités des associations et fondations, au nom de l'intérêt général. Dans la perspective d'une histoire des idées politiques en plein renouvellement, nous montrerons comment le droit administratif leur permet de redéfinir les frontières du privé et du public, non sans tâtonnements et contradictions, au profit de l'Etat social.